



du tréfonds des urnes

• analyse du 2^e tour

L'étude des résultats du 19 mai, que faute de temps nous n'avons pu détailler dans TS de la semaine passée, donne des indications qui complètent, et largement corrigent, les impressions laissées par la campagne. D'une manière générale (et toutes les pressions du système institutionnel et des moyens de communication vont dans ce sens) les thèmes de la campagne Mitterrand nous apparaissent certes très « sociaux » (l'appel à tous les défavorisés, la dénonciation des privilèges) mais inspirés par une volonté de rassurer et d'apaiser. Indépendamment du résultat brut en lui-même, qui montre pour le moins que les partisans de la droite n'ont pas été désorientés par cette campagne, l'analyse par catégorie des électors du 19 mai montre assez clairement, nous semble-t-il, que le pays a reçu de la gauche et de son candidat une toute autre image, beaucoup plus tranchée et offensive.

La raison en est simple : les gens inscrits d'office par les mairies sont en minorité. Les

autres négligent souvent de se déplacer lors de la révision annuelle, et attendent une « grande occasion » pour se déranger. C'est ainsi que, les législatives de 73 s'annonçant à la fois disputées et décisives, et leur date étant connue d'avance, la révision des listes fin 72 avait vu un afflux record de nouveaux électeurs qui ne s'étaient manifestés ni en 70, ni en 71. Par contre, fin 73, rien de précis n'annonçait un scrutin important et beaucoup de gens, surtout des jeunes et des ménages qui s'étaient déplacés, ne se sont pas fait inscrire. Comme la réouverture des listes en avril ne bénéficiait qu'aux gens ayant dépassé 21 ans après le 1er janvier 74 et aux fonctionnaires mutés depuis cette date, il y a eu des dizaines de milliers d'électeurs qui n'ont pu prendre part au vote. Sur ce sujet, que chacun médite les doctes enseignements du professeur Delfeil de Ton, politologue bien connu. La vigueur de l'affrontement « droite+gauche » apparaît encore plus nettement si l'on prend en compte l'analyse par catégories socio-professionnelles. Rappelons les réserves qu'appelle cette

subdivision, qui d'une part associe au sein d'une même catégorie, par exemple les « employés », des gens aussi différents que la vendeuse de Monoprix et le cadre moyen de l'immobilier, ou parmi les « inactifs », l'étudiant et la rentière ; et qui d'autre part assimile tous les membres d'un ménage à la profession du « chef de famille » ce qui est très artificiel (sans parler de l'hétérogénéité des « agriculteurs » et des « commerçants »). Mais, prise pour ce qu'elle est, la répartition sociale des électors comporte tout de même des enseignements essentiels.

La montée sans précédent de la participation, d'abord. Contrairement à l'idée simpliste qui assimile toute baisse des abstentions à un réflexe de peur (« ça y est, on a fait voter les hospices », etc.) ce mouvement de dégel a été en partie le fait d'une mobilisation complémentaire dans l'électorat populaire. Il ne faut pas oublier que l'abstention (bien étudiée voici quelques années par A. Lancelot) recouvre toute une série d'attitudes politiques, généralement frustes et peu exprimées, dans lesquelles prédomine un refus ou une incompréhension des représentations politiques qu'offre la société actuelle. Et ce refus ou cette incompréhension peuvent, momentanément, être vaincus soit par un langage assez adapté aux motivations de ces non-votants (notons qu'Ariette Laguiller avait réalisé des pourcentages plus importants dans des départements habituellement abstentionnistes), soit par une situation d'affrontement décisif, où il est facile de reconnaître son camp et où même des gens rebutés par « la politique » voient une possibilité de changement. C'est, en partie, ce qui s'est passé le 19 mai : voilà pourquoi la hiérarchie de l'abstentionnisme s'est fortement modifiée ; certains départements habituellement abstentionnistes et à tradition d'opposition donnent de très hautes participations (Haute-Vienne 89,23 % - 89,23 % - Ariège : 88,64 % - Lot : 91,03 %) tandis que des départements très participationnistes et d'orientation modérée s'abstiennent plus (Bas-Rhin : 85,53 % Haut-Rhin : 86,05 %). Le gain entre les deux tours s'est en fait partagé entre les deux candidats (différemment selon les régions) pour moitié environ.

l'abstention involontaire

Il ne faut d'ailleurs pas affirmer que cette participation record implique la disparition de toute « abstention-refus ». Cette attitude, liée ou non (chacun en jugera...) avec les appels à l'abstentionnisme révolutionnaire, a eu encore des adeptes en nombre non négligeable. On peut évaluer, sauf cas particuliers (Corse) l'abstention « minimale » entre 6 et 9 % des électeurs inscrits selon le type de population. Pour certains, c'était d'ailleurs involontaire. L'analyse détaillée du nombre d'électeurs inscrits par rapport aux législatives de mars 73 montre très clairement que bon nombre d'inscrits potentiels ne figuraient pas cette année sur les listes électorales (dans la plupart des départements et sur l'ensemble du pays, le nombre d'inscrits est en baisse alors que la population « inscriptible » a dû croître d'environ 300 000 unités en métropole).

Les chiffres produits ci-dessous émanent d'une moyenne (1) entre les dix derniers sondages IFOP et SOFRES (trois pour chaque) avant le premier tour de 1973 et avant le second tour de 1974, dont les chiffres droite-gauche étaient pratiquement exacts (45,5 % en 73 ; 49,5 % en 74).

La tendance à un clivage plus accentué, plus radical ressort assez nettement, notamment par comparaison avec 1973 (où s'étaient déjà opérés des reclassements importants). Alors que la montée moyenne d'une année sur l'autre est de l'ordre de 4 %, elle est d'au moins 8 % chez les ouvriers, et d'au moins 11 % chez les paysans. Ce dernier fait a été peu marqué car la gauche reste minoritaire chez les agriculteurs, mais il est important surtout par contraste du fait de l'attitude des autres couches sociales. En effet, et là se poursuit une évolution engagée lors de la conclusion du Programme commun, la gauche recueille un soutien relativement décroissant :

— chez les commerçants (catégorie qui groupe en fait nombre de petits patrons) qui votaient 9 % moins à gauche que la moyenne en 73, décalage qui est passé à 14 %.

— chez les cadres supérieurs, professions libérales (catégorie qui comprend aussi le reste du patronat) parmi lesquels la gauche progresse moitié moins vite que sur l'ensemble de la population (2 % contre 4 %) ;

— chez les inactifs, catégorie surtout composée de retraités et de femmes seules, où la gauche baisse en chiffres absolus par rapport à 1973,

encore proche de la moyenne l'an dernier (- 3 %), elle s'en éloigne nettement (-8 %).

Si l'on rapproche de ces chiffres ceux portant sur les couches d'âge, le renforcement très net

de la gauche chez les moins de 35 ans, et son recul chez les plus de 65 ans illustre la même tendance.

CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

	RESULTATS 1er TOUR 1973		RESULTATS TOUR 1974	
	Gauche	Droite	Gauche	Droite
Ouvriers (30 % de la population électorale)	62	38	70,5	29,5
Employés (19 %)	48	52	50	50
Agriculteurs (9 %)	22,5	77,5	34	66
Commerçants (7 %)	36	64	35,5	64
Cadres supérieurs, professions libérales (11 %)	26,5	73,5	28,5	71,5
Inactifs (24 %)	42,5	57,5	41	59
Moyenne nationale (rappel)	45,5	54,5	49,5	50,5

REPARTITION PAR CLASSE D'AGE

CLASSES D'AGE	1er TOUR 1973		2e TOUR 1974	
	Gauche	Droite	Gauche	Droite
21 - 34 ans	50	50	57,5	42,5
35 - 49 ans	47,5	52,5	49,5	50,5
50 - 64 ans	40	60	47,5	52,5
65 ans et plus	41,5	58,5	38	62

des tertiaires incertains

Il y a un recentrage de plus en plus marqué, par rapport à 1965-1967, de l'électorat de la gauche qui s'alourdit de plus en plus dans la couche des travailleurs de l'industrie, à un point qui ne peut plus être beaucoup dépassé (car pour de nombreuses raisons on aura forcément toujours une minorité d'ouvriers votant à droite) qui s'étend chez les agriculteurs et qui en revanche piétine ou recule dans des couches intermédiaires qui sont moins liées aux luttes de la production.

Le problème le plus sérieux réside dans l'incertitude qui affecte le comportement du vaste rassemblement des « tertiaires ». Celui-ci n'a donné à la gauche que 50 % des suffrages,

soit 20 % de moins que la couche des ouvriers. Le décalage (et une divergence d'évolution qui s'accroît, la gauche montant fortement chez les ouvriers et faiblement chez les employés) peut être un germe de faiblesse pour la gauche. Car s'il est négligé, le poids croissant de la couche concernée porte en lui-même la condamnation électorale. Et s'il est pris en compte, il faut éviter qu'il soit traité sous la forme d'un « marketing politique » traitant les employés comme une couche invertébrée et assistée politiquement.

Une homogénéité croissante

Il faut manier avec précaution l'expression de « vote de classe » lorsque le tiers des salariés votent à droite. Il reste que la dynamique

d'évolution du scrutin fait apparaître un rassemblement d'une homogénéité croissante autour de la classe ouvrière beaucoup plus qu'un conglomérat hétéroclite ménageant les inquiétudes et les réticences de chacun.

Les analyses localisées du scrutin demanderaient un développement plus complexe. On peut déjà noter quelques éléments caractéristiques :

— un gain de Mitterrand plus marqué qu'ailleurs dans les régions où Royer et Chaban-Delmas avaient obtenu leurs plus gros pourcentages (en Indre-et-Loire, Mitterrand gagne 11,8 %, en Gironde, il gagne 12,2 %), c'est-à-dire le centre-ouest pour l'un et le sud-ouest pour l'autre. Cela témoigne semble-t-il, que dans ces régions, les deux candidats de droite éliminés avaient recueilli des votes d'influence ou de notoriété qui ont retrouvé leur répartition normale ensuite. Pour les voix de Chaban, il faut aussi admettre qu'au-delà de son influence régionale, il avait attiré par certains aspects de sa campagne un électorat de type radicalisant, intéressé par le programme social et le refus de la bipolarisation, qui s'est partagé au second tour. En fait, il semble bien que dans ces secteurs, le radicalisme modéré et rural, qui avait d'ailleurs déjà en 1965 voté Lecanuet au premier tour et Mitterrand au second, a joué la carte Chaban avant de se reporter sur Mitterrand ensuite (exemples du Lot, du Gers, de la Charente-Maritime) ;

— une remontée sensible de la gauche dans les secteurs de « fiefs » où elle avait paru subir un déficit au premier tour. Cela est à rapprocher de fortes montées de la participation dans ces zones. C'est net dans l'Ariège, dans l'Aude, dans le Gard, dans des localités comme Champigny (94) etc.

Il est vrai qu'il reste des différences, sur lesquelles on dissertera longtemps, entre les voix de Mitterrand et les scores de certains élus locaux. Ces différences qui se sont fortement atténuées, n'apparaissent pratiquement plus

nulle part par une baisse en chiffres absolus. Il demeure seulement des baisses localisées en pourcentage. Comme on l'a déjà montré en parlant du premier tour, ce type de comparaison est tout à fait fallacieux. Pour prendre l'exemple des points forts du PC en région parisienne, il est évident que la comparaison 1973-1974 fait apparaître des montées de Mitterrand là où des candidats PC avaient fait des scores médiocres en 73 (notamment Marchais à Villejuif et J. Chonavel à Pantin-Bagnolet) alors que les « pertes » se manifestent dans les secteurs d'élus particulièrement implantés (Nilès à Drancy ou Barbet à Nanterre).

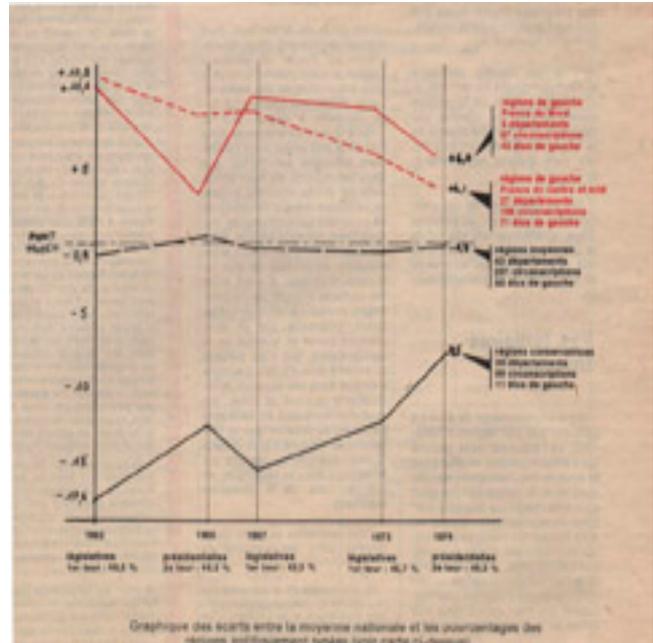
Il en va de même dans des fiefs socialistes. De même les différences, minimes, entre les réactions des fiefs socialistes et communistes ne permettent guère de formuler des conclusions très tranchées, soit sur « les socialistes modérés qui refusent l'union de la gauche » ou les « électeurs communistes durs qui se méfient de Mitterrand ». Il est un peu osé d'affecter des significations politiques précises à des comportements qui proviennent peut-être des franges les moins déterminées et les moins politisées de l'électorat de gauche.

une tendance longue

Enfin, il faut souligner la poursuite d'une tendance longue de la géographie électorale française, qui est la réduction constante des différences entre les régions traditionnellement à gauche et les régions traditionnellement à droite. La carte et le graphique ci-dessous en donnent une idée assez nette.

Ces changements risquent d'être amplifiés par la disparition du centrisme en tant que force autonome. Ils peuvent ouvrir, en manifestant une liaison de plus en plus forte entre les références sociologiques et le comportement politique, et en « gommant » les dissemblances provenant de la tradition politique et de la religion, des perspectives tout à fait nouvelles pour le développement de la gauche.

mitiger » les méthodes des deux instituts. On ne peut pas arriver à une certitude absolue mais ces chiffres ont des chances élevées d'être proches de la réalité.



Alain RICHARD.